



DISCOURS DU RECTEUR ARTHUR BODSON

L'AVENIR DU PETIT PRINCE



Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Permettez-moi d'abord, Monsieur le Ministre, de vous accueillir. Sans doute êtes-vous un fidèle de nos manifestations, mais c'est la première fois que vous participez à une rentrée comme ministre chargé des universités. Bienvenue à l'ancien de l'Université de Liège et au Liégeois, avec la sympathie envers nous que cela laisse supposer, au Ministre, avec son autorité bienveillante sur nous, au représentant enfin de notre pouvoir organisateur, avec les devoirs particuliers envers nous que cet engagement implique !



Les dossiers des universités vous sont, je crois, bien connus; je ne les reprendrai donc pas ici. Il me suffira de renvoyer, par exemple, au discours qu'a prononcé M. Hallet, Président du Conseil d'administration de l'UCL, à la rentrée académique de son Université. Cet homme de longue expérience a très bien dit nos attentes communes, montrant qu'il a étudié et qu'il partage globalement les positions du Conseil des Recteurs.



En ce qui concerne notre Université, elle a récemment fait connaître sa politique d'investissement. La seule chose qu'il faille

rappeler à ce sujet est que, si la dotation qui nous a été allouée pour poursuivre notre transfert permet une avancée considérable, elle sera insuffisante, malgré toute notre rigueur, pour achever le chantier. Il faut donc songer, dès à présent, à financer une dernière phase d'investissements immobiliers qui sera nécessaire après le plan septennal en cours. Mais cette attente n'est pas non plus exclusivement liégeoise.



Selon les circonstances, des discours comme celui-ci s'adressent à nos ministres, à la communauté universitaire, à l'opinion, aux parlementaires, aux Liégeois, que sais-je encore ? Aujourd'hui, je voudrais être très bref, car notre programme est chargé, et vous livrer une simple réflexion d'un membre, d'un citoyen de la Communauté française de Belgique, une de mes patries, une de mes familles les plus chères.



Depuis quinze ans environ, les circonstances m'ont amené à m'occuper des questions universitaires générales et à observer notre politique d'éducation, à laquelle je m'intéressais déjà auparavant.

Depuis tout ce temps et même davantage, il y a crise, depuis, par exemple, MM. les Ministres Humblet ou Hoyaux, en passant — je

cite au hasard — par MM. Tromont, Damseaux, le tandem Ylieff-Grafé, le tandem Di Rupo-Lebrun, pour en arriver à l'équipe Onkelinx-Grafé. Ce n'est pas une crise, c'est une maladie chronique grave, encore aggravée depuis la communautarisation de l'enseignement. Et nous voici repartis, dès le mois d'octobre 1995, pour de nouvelles tribulations à l'issue incertaine.

C'est fatigant, c'est usant, c'est déprimant pour tous, étudiants, enseignants, politiques, citoyens. La vérité est qu'il y a au moins deux décennies que nous n'avons pas les moyens de la politique que nous affichons et que nous nous acharnons à "faire comme si". Un bon Wallon dirait que nous sommes *dès grands vantrins sins cowètes*.

J'ai parlé à l'instant de notre famille francophone. Pour garder la même métaphore, je songe à ces familles en difficulté matérielle, refusant les dures réalités et ne cessant de se quereller, avec des parents impuissants accusés de tous les maux et des enfants frustrés refusant d'entendre raison, familles désunies par la dèche, familles sans projet et donc sans avenir, qui font pitié. Il y a une autre attitude. Dans l'épreuve, la famille se soude, elle fait face, elle sait qu'il n'y a pas d'oncle d'Amérique, de voisin généreux, de grand-papa gâteau, elle compte ses sous et reconstruit son avenir avec les moyens assurés dont elle dispose. Nous sommes comme la première famille, nous n'arrivons pas à être comme la deuxième.



Je me garderai bien de prétendre arbitrer la querelle sur l'argent disponible, mais je voudrais attirer votre attention sur une des conséquences les plus graves de cette querelle permanente.

Pendant que nous sommes englués dans nos dévorantes discordes, nous n'avons ni le temps, ni l'énergie de construire le futur. Les problèmes-clés de l'avenir de notre enseignement sont en souffrance. Nous entrons dans l'avenir à reculons et nos gouvernants sont détournés de leur travail essentiel.

C'est très grave, car, à une époque où tout change, et vite, c'est d'actualisation, c'est de prospective que nous avons besoin, c'est de programmation, c'est de vision à moyen et à long terme. Au lieu de cela, nous nous disputons, année après année, à propos d'économies urgentes dont on voit bien qu'elles sont incontournables, mais qui, à elles seules, ne donnent aucune perspective à l'action politique.

Bref, nous avons besoin d'une réflexion approfondie sur ce que nous voulons, sur ce qui est prioritaire, sur ce qui est à notre portée. L'enseignement ne s'improvise pas au hasard des aléas budgétaires ni sous la menace de sous-groupes de pression; il se construit lentement — c'est une affaire d'hommes et de mentalités — et donc il est urgent de piloter cette lenteur.

Je pourrais donner de nombreux exemples de ce dont il faudrait s'occuper : la législation universitaire en retard, la relève académique, l'enseignement technique et professionnel, la nécessaire autonomie des écoles, la connaissance des langues, les bases de la formation générale, la mobilité sociale liée à l'école, etc.

Mais l'essentiel est d'abord de changer d'attitude ou plutôt d'ajouter le débat essentiel au débat budgétaire et de les concilier. Cela nous fait cruellement défaut. Cela aurait le mérite, en nous traçant enfin une voie, de nous rendre espoir, de donner une stratégie éducative tenable à notre famille.

Pour cela, nous avons besoin d'un pacte où toutes les forces politiques — car le problème est hautement politique — soient parties prenantes et s'engagent à maintenir, dans la durée, à travers les aléas électoraux, une ligne de conduite propre à assurer la modernité de notre éducation. On n'a pas le droit de se diviser là-dessus. Et il ne suffit pas de dire que l'on veut un enseignement de qualité. Cela, tout le monde le dit depuis des années et cela ne veut rien dire de concret, de précis. C'est un slogan, pas un programme.



En janvier 1995, ma carte de vœux représentait le Petit Prince regardant de sa planète les Assises de l'Enseignement et les

rififis auxquels nous sommes à présent abonnés. Il demandait poliment : *S'il vous plaît, dessinez-moi une école*. Le dessin de Kroll, inspiré de Saint-Exupéry, condensait à lui seul tout ce que je viens de vous dire. Le Petit Prince, qui doit être notre première préoccupation, attend toujours un début de réponse.

Notre époque a le goût des titres-chocs; je me souviens d'un film intitulé *Et la tendresse, bordel ?* Je commence à craindre que le Petit Prince devienne moins aimable, moins poli, très peu académique, et que bientôt il nous crie : *Et mon avenir, bordel ?*

Je vous remercie.

